



Déclaration liminaire du  
COMITE TECHNIQUE DU 4 JUILLET 2013

Les agents de la DGFIP sont à nouveau la cible de la politique d'austérité . Non contents de pérenniser le gel du point d'indice pour 2014 voire 2015, il faut de plus broyer tout espoir.

La politique d'austérité prend le nom, à la DGFIP de démarche stratégique et son corollaire la modernisation de l'action publique.

La démarche stratégique, chère à notre DG, c'est :

- la poursuite et l'amplification des suppressions d'emplois ;
- les regroupements de services et la régionalisation de certaines missions afin de faire des économies d'échelle sans la moindre préoccupation des attentes des usagers, des impératifs de justice fiscale et de lutte contre la fraude ;
- le projet affirmé de se débarrasser de certaines missions comme la gestion des organismes HLM , la tenue du plan cadastral ou les évaluations domaniales ;
- la remise en cause des garanties nationales des personnels et plus particulièrement celles liées au droit à mutation, le but étant de laisser les directeurs locaux disposer des agents en fonction des contraintes des services liées à la poursuite des suppressions d'emplois. In fine c'est la déconcentration de la gestion des agents qui est à l'ordre du jour ;
- la réduction drastique des moyens de fonctionnement ;
- la réduction des plans de qualifications qui s'ajoute au blocage de nos rémunérations...

Pour nous, CGT Finances Publiques, il ne saurait être question d'accepter et encore moins de participer à cette oeuvre de régression sociale généralisée.

La CGT Finances Publiques a dès le début refusé de participer à toute réunion informelle, sur la démarche stratégique, pour ne pas donner l'illusion d'une concertation entre Direction et organisations syndicales.

Dans le cadre de la Démarche stratégique, les élus coûtant trop chers, la DG a supprimé la réunion des CAPL préparatoires aux CAPN de Tableaux d'avancement au titre de 2013. Elle a tout d'abord présenté cette décision comme un simple aménagement du calendrier des CAPN pour 2013 mais le 13 juin 2013, un arrêté acte qu'il n'y a plus de réunion de CAPL préparatoire pour les TA ! Une telle attitude est inadmissible !

Au niveau local, la même démarche semble être prise puisque l'ordre du jour du CHS-CT n'a pas pris en compte une demande qui pourtant avait fait l'objet d'un accord à propos de l'expérimentation rebaptisée test RIALTO investigations.

Monsieur le Président devant un dialogue social si peu constructif, voir caricatural, la CGT Finances Publiques 27 se voit dans l'obligation de quitter cette réunion afin de faire entendre sa voix.